

En cette époque de restrictions budgétaires mais aussi de réflexions sur la défense par le biais de la mise à jour du Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale, je m'interroge sur la pertinence de la dissuasion nucléaire, arme de non-emploi, dont le financement impacte fortement le budget de la défense.

En effet peu importe quel sera le gouvernement prochain, et malgré une relative préservation des capacités des forces armées avec l'actuel gouvernement, la question du déficit public conduira à chercher de nouvelles sources d'économies et surtout là où les organisations et les individus accepteront sans mot dire les diminutions capacitaires. Le nucléaire militaire prendra alors de plus en plus de poids face à un budget se réduisant. Les forces armées se désengageant des opérations extérieures comme actuellement en Afghanistan, rempliront de moins en moins l'un des deux rôles qui leur est affecté par le dernier Livre blanc : l'intervention et donc leur emploi sous la forme d'un corps expéditionnaire. Le coût d'ailleurs de leurs engagements, la crainte d'engager les forces armées, la contrainte choisie de n'agir qu'en coalition limitent de fait aujourd'hui la moyenne des forces projetées à quelque 4 000 hommes (Afghanistan, Côte d'Ivoire) malgré encore l'engagement du Livre blanc. Nous ne sommes plus capables de soutenir ou n'avons plus la volonté de projeter plus de l'effectif d'une brigade terrestre. L'engagement maximal de projeter 30 000 hommes n'a plus de sens pour satisfaire une réalité que l'on refusera politiquement et économiquement.

Reste cette autre mission principale qui est la préparation et la mise en oeuvre de la dissuasion nucléaire. Cette fonction dite stratégique fait appel à un budget important qui ne paraît pas se réduire proportionnellement à ce qui est consacré à la défense. « Pour 2009-2014, 20 milliards d'euros ont été inscrits au budget pour rénover les deux forces stratégiques » soit 3,5 milliards d'euros (10 % du budget) aujourd'hui comme le rappelle le Monde du 26 octobre. Or la pertinence de la dissuasion pour qu'elle ne conduise pas à un conflit destructeur dépend du temps que les forces armées conventionnelles pourront donner au pouvoir politique pour trouver une solution si possible non nucléaire à la sortie de crise. Est-ce le cas aujourd'hui ? Certainement pas.

Qui peut croire enfin que l'arme nucléaire, arme de non-emploi, soit un jour utilisée face à une menace iranienne ou coréenne, menaces les plus souvent évoquées en raison de leurs régimes aux comportements nous paraissant bien irrationnels ? Quel homme politique français sera-t-il capable de prendre cette décision d'emploi en réponse ultime à une menace face aussi aux réactions du peuple français ? La conscription hier était un moyen indirect de faire participer la France à sa défense en y incluant sa jeunesse et en lui expliquant les enjeux notamment ceux de la dissuasion nucléaire. Cela n'est effectivement plus le cas.

Que conclure sinon de revoir la place de la dissuasion nucléaire dans la défense, sans doute d'envisager un audit de l'emploi des sommes engagées depuis tant d'années, de leurs retombées économiques et scientifiques aussi, de son utilité stratégique future afin de rétablir un budget significatif et crédible qui ne retirent pas aux forces armées dites conventionnelles leur efficacité militaire. Il n'y aura pas de dissuasion nucléaire crédible sans forces militaires dignes de ce qualificatif.